Le Canada continue de participer aux travaux des comités des subventions, des pratiques antidumping et des mesures de sauvegarde de l'OMC, pour veiller à ce que tous les membres administrent leurs lois sur les recours commerciaux de façon conforme aux règles de l'organisme. Il poursuivra aussi son œuvre dans le contexte de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC, ainsi qu'au sein du Comité de l'agriculture, pour assurer l'exécution correcte et l'expansion éventuelle des disciplines de subventions négociées à l'égard des subventions dans le cadre de l'Uruguay Round.

Règles d'origine

L'Accord sur les règles d'origine de l'OMC a établi un programme de travail en vue de l'élaboration de règles d'origine communes concernant les échanges en régime non préférentiel. Le Canada continue de poursuivre son objectif, qui est de parvenir à l'établissement de règles uniformes permettant d'assurer une meilleure transparence et une plus grande certitude pour les commerçants, d'empêcher les pays d'utiliser les règles d'origine pour limiter l'accès aux marchés et d'instaurer des règles techniquement acceptables, tenant compte de la nature mondiale de la production et de l'approvisionnement en produits et matières premières.

Il avait été prévu que le programme de travail se terminerai en juillet 1998; cependant, la complexité du processus, qui devait amener les membres à s'entendre sur les règles pour tous les produits, était telle que le programme de travail a été prolongé. En juin 1999, le Comité technique sur les règles d'origine a déposé auprès du Comité des règles d'origine de l'OMC l'état des résultats de son examen à ce jour aux fins d'examen et d'achèvement éventuel des travaux. Les négociations se poursuivront tout au cours de l'an 2000. L'échéancier des travaux à venir n'a pas encore été fixé.

Facilitation du commerce

En 1996, les ministres du Commerce ont demandé au Conseil du commerce des marchandises d'entreprendre, en s'appuyant sur les travaux d'autres organismes internationaux pertinents, des travaux d'étude et d'analyse sur la simplification des formalités commerciales, afin d'évaluer la portée des règles de l'OMC dans ce domaine. Dans l'exécution de ces travaux, les membres de l'OMC ont fait un inventaire complet des travaux

accomplis ou en cours sur la facilitation du commerce dans d'autres organismes internationaux, y compris des organisations non gouvernementales (ONG).

En 1998 se tenait un symposium de l'OMC dont le but était d'aider à identifier les principaux domaines où les négociants se heurtent à des obstacles au commerce transfrontalier. Les représentants du secteur privé y ont souligné que l'OMC devrait jouer un rôle clé dans ce domaine, que ce soit en assurant la pleine application des obligations facilitant le commerce (découlant par exemple des accords sur la valeur en douane et sur les règles d'origine), en étoffant les règles existantes ou en élaborant de nouvelles règles visant à simplifier et à harmoniser les formalités douanières afin d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts tant pour le secteur privé que les gouvernements, en plus de favoriser la croissance des investissements.

Le Canada appuie sans réserve cette initiative. Il a d'ailleurs, lors des discussions exploratoires et analytiques qui se sont déroulées en 1998-1999, émis certaines suggestions précises et pratiques autour desquelles les dispositions de l'OMC en matière de facilitation du commerce pourraient être élaborées. Ces suggestions reflètent la vision selon laquelle l'OMC devrait concentrer son action là où elle peut se montrer efficace et combler les lacunes des initiatives d'autres organismes internationaux, en plus de raffiner ses dispositions actuelles en matière de facilitation du commerce. Le Canada a pour objectif de faciliter le commerce de façon pratique et valable pour les négociants, notamment en s'inspirant des obligations de l'OMC pour promouvoir la transparence, hâter le dédouanement des marchandises et réduire, simplifier, mettre à jour et harmoniser les exigences et formalités frontalières. Le Canada appuie fortement l'ajout d'un point sur la facilitation du commerce à l'ordre du jour du prochain cycle de négociations de l'OMC.

FACILITER L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES SERVICES

En 1998, le commerce international dans le secteur des services représentait 19,5 p. 100 de l'ensemble du commerce international. La production de services est une activité économique de base dans presque tous les pays et elle a augmenté considérablement ces dernières années. En 1996, la part des services dans l'ensemble de